



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

### politique fiscale

#### Question écrite n° 648

#### Texte de la question

M. Jacques Bobe \* attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur les inégalités engendrées par le régime fiscal applicable aux cotisations versées par les salariés souscrivant à une complémentaire santé. L'assurance maladie obligatoire ne rembourse en moyenne que 53 % des frais de soins de ville. Si l'accès à une complémentaire santé est devenu pour la plupart des assurés sociaux une nécessité, il demeure néanmoins très onéreux et près de 10 % des Français ne peuvent y accéder. Or l'instauration de la CMU pour les personnes percevant un revenu inférieur à 562 euros a creusé cette inégalité sociale par la création d'un effet de seuil. Par ailleurs s'ajoute une inégalité fiscale puisque seule environ une moitié des cotisants peut déduire du revenu imposable les cotisations versées aux mutuelles. La mise en place d'un crédit d'impôt soit sous la forme de versement d'une prime pour les cotisants non imposables, soit sous la forme d'une déduction fiscale pour les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu, permettrait de pallier ces inégalités dans un domaine majeur. Il lui demande en conséquence quelles mesures il envisage de proposer afin d'améliorer l'accès aux soins et dans quel délai il lui paraît possible de proposer les dispositions nécessaires. - Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

#### Texte de la réponse

La déduction du revenu imposable des cotisations de prévoyance complémentaire n'est admise que sous certaines conditions et dans certaines limites : ces cotisations doivent être versées dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle et au titre d'un contrat d'assurance de groupe s'il s'agit de travailleurs non salariés, ou revêtir un caractère obligatoire en vertu d'un accord collectif ou d'une décision unilatérale de l'employeur s'il s'agit des salariés. En effet, l'adhésion à un régime de prévoyance complémentaire a alors pour objet essentiel de garantir aux intéressés, en cas de maladie ou d'invalidité conduisant à l'interruption de l'activité professionnelle, le versement pendant la période correspondante d'un revenu de remplacement en complément des prestations en espèces servies par les régimes de base de sécurité sociale. En contrepartie, ces prestations complémentaires sont soumises à l'impôt sur le revenu. Les cotisations versées auprès d'un organisme de prévoyance complémentaire dans le cadre d'une adhésion individuelle et facultative constituent, pour leur part, un emploi du revenu d'ordre personnel, consenti librement par le contribuable afin, le plus souvent, de compléter en cas de maladie les prestations en nature servies par la sécurité sociale. Ces versements n'ouvrent donc droit à aucun avantage fiscal mais, en contrepartie, les prestations servies, le cas échéant, par les organismes de prévoyance complémentaire sous forme de rentes ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. Cela dit, la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) permet, depuis le 1er janvier 2000, à l'ensemble de la population qui en est encore exclue de bénéficier des prestations en nature d'un régime de base d'assurance maladie et maternité (CMU de base) et offre aux personnes disposant des ressources les plus faibles une couverture complémentaire gratuite en matière de santé assortie d'une dispense d'avance de frais (CMU complémentaire). La CMU représente un effort budgétaire important en faveur de l'accès aux soins des personnes les plus démunies, complété par la mise en place d'une aide à la souscription de contrats de couverture complémentaire maladie (« aide à la mutualisation ») au bénéfice des personnes dont

les ressources sont de peu supérieures au plafond de ressources de la CMU complémentaire. Cela étant, afin de conforter davantage encore l'égal accès de tous aux soins médicaux, le Premier ministre a annoncé dans le cadre de sa déclaration de politique générale du 3 juillet 2002 la mise en place d'une aide permettant aux personnes qui en sont démunies de bénéficier d'un régime de protection complémentaire au titre du risque maladie. La forme de cette aide fait actuellement l'objet d'une étude par les services concernés et aucune piste n'est à ce stade écartée.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Bobe](#)

**Circonscription :** Charente (2<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 648

**Rubrique :** Impôt sur le revenu

**Ministère interrogé :** affaires sociales, travail et solidarité

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 22 juillet 2002, page 2666

**Réponse publiée le :** 7 octobre 2002, page 3456